

plus vigoureuse et promet de riches récoltes de maïs et de tabac. La partie supérieure, c'est-à-dire le point le plus éloigné de la mer, forme un vaste plateau d'où découlent en grand nombre des rivières fort considérables, le Brazo, le Guadalupe, le San-Jacinto, le Natchez, l'Arroyo, toutes navigables, jusqu'à vingt lieues, quelques-unes jusqu'à quatre-vingts lieues dans les terres. Là, il neige fréquemment l'hiver, et le sol ainsi que le climat se rapprochent de ceux des États du milieu de l'Union. Les montagnes du nord-ouest, qui sont un démembrement des montagnes du Mexique, présentent des mines assez riches d'or, d'argent et de fer. Somme toute, et sans admettre les exagérations des récits que font, pour abuser les familles de colons, les spéculateurs en terres, le Texas est un pays fertile qui, remis aux mains de la race active et industrielle qui peuple l'Union, parviendrait promptement à la richesse et à la plus grande prospérité.

Le Texas était autrefois compris dans l'immense étendue de terrain dont la France réclamait la propriété sous le nom de Louisiane ; car du reste il n'y eut jamais de délimitation de territoire entre les possessions espagnoles et françaises. Lorsque la France vendit la Louisiane à l'Union, elle lui transmit donc les droits qu'elle pouvait avoir sur tout ou partie du Texas actuel ; mais postérieurement, lorsque l'Espagne, en 1819, céda les Florides à l'Union, celle-ci, malgré les efforts de M. Clay, renonça formellement à toute prétention sur toute la contrée située à l'ouest de la Sabine, qui fut prise comme limite. On ne tarda pas à se repentir d'être demeuré sourd aux observations de M. Clay ; on chercha depuis, mais vainement, à racher ce qu'on avait abandonné ; enfin en 1830, la *Gazette de l'Arkansas*, à l'occasion de ces tentatives impuissantes de rachat, imprima ce qui suit : "D'après les informations puisées à une source qui mérite la plus haute confiance, il paraîtrait que nous ne devons plus nourrir l'espoir d'acquérir le Texas tant qu'un parti mieux disposé pour les États-Unis ne dominera pas au Mexique, ou peut-être tant que le Texas ne secouera pas le joug du gouvernement mexicain, ce qu'il fera, sans doute, dès qu'il aura un prétexte raisonnable pour en agir ainsi ?" Plus tard on a vu là une insinuation, la confiance de ce qui était prémonstré dès lors et de ce qui a été fait depuis. Un des plus chauds partisans du président Jackson, Samuel Houston, qui avait été gouverneur du Tennessee et représentant de cet État au congrès, abdiquant sa qualité de citoyen américain, se rendit au Texas, où il fut suivi par un certain nombre d'imitateurs du même parti. Bientôt l'agitation se manifesta, elle alla croissant, elle menaça peu après d'éclater. Les États-Unis voulurent voir si ces manifestations n'avaient pas fait revenir le Mexique de son éloignement pour la cession de cette contrée : ils le trouvèrent plus formel que jamais dans ses refus. Ils s'avisèrent alors de contester la délimitation, découvrirent une autre rivière également appelée Sabine auprès de Loredó et prétendirent que ce devait être celle-là dont on avait entendu parler dans le traité. Toutes ces arguties ayant été repoussées, le Texas fut excité à la révolte contre le Mexique et une manifestation armée des États-Unis sur leur extrême frontière soutint le moral des insurgés, imposa à l'armée mexicaine et aida à la déclaration d'indépendance du Texas qui fut bientôt reconnue par le gouvernement de l'Union.

La question de l'annexion du Texas a ses adversaires et ses partisans au congrès. L'U-

nion se divise en deux grandes sections, les États libres et les États à esclaves ; les premiers, commerçants et manufacturiers, et situés au nord : les autres, concentrés au sud, adonnés à la culture du tabac, du riz et du coton, et défendant le principe même de l'esclavage, parce que, sous leur climat, la trop grande chaleur et la nature même de leurs cultures ne permettent guère qu'aux nègres de travailler la terre, et parce que d'ailleurs le blanc ne travaille pas là où le travail est la marque de la servitude. Les intérêts différents ou plutôt opposés des deux natures d'États rendent grave toute annexion, parce qu'elle vient nécessairement changer dans le congrès et dans la lutte constante des intérêts le rapport des forces respectives ; aussi la réunion du Texas a-t-elle été bien vivement débattue, et est-elle revenue plus vivement que jamais en discussion toutes les fois qu'il s'est agi d'élections présidentielles.

M. Tyler, dont les imminentes fonctions vont prochainement expirer, semble vouloir consommer l'annexion du Texas avant la fin de sa magistrature. Nous avons dit, dans notre avant dernier numéro, en quels termes pressants il a engagé le congrès, dans son message d'ouverture de la session, à ne tenir compte des objections du Mexique, ni des dispositions que pourraient montrer à cette occasion des puissances étrangères. Depuis lors la situation s'est encore aggravée. Le gouvernement mexicain s'était préparé à reconquérir le Texas. Le ministre américain à Mexico lui a signifié que, la question de l'annexion étant actuellement soumise au peuple américain, toute tentative du Mexique sur le Texas serait considérée comme une offense. Ce singulier *casus belli* a été repoussé vivement par le ministre mexicain, qui, récriminant très amèrement contre les États-Unis, a rappelé toutes les intrigues au moyen desquelles le gouvernement de l'Union a détaché le Texas du Mexique. L'envoyé, M. Shannon, a répliqué au ministre mexicain, M. Rejon, par une dépêche qui se termine ainsi :

"Le gouvernement des États-Unis trouve sa propre justification dans la pureté, l'intégrité et la fidélité qui ont caractérisé sa brillante carrière nationale, et qui commandent la confiance et le respect du monde civilisé. Si le gouvernement du Mexique constitue une exception à cette vérité, le gouvernement des États-Unis, auquel le soussigné soumettra les notes de Son Excellence don Rejon, sachant ce qui est dû à son propre caractère, peut corriger et corriger l'opinion erronée qu'a malheureusement le Mexique, par des moyens plus efficaces que ne le seraient toutes les réfutations écrites que pourraient opposer le soussigné aux calomnies émises et répétées dans les notes de don Rejon."

Après avoir lancé cette note, M. Shannon a expédié un de ses attachés à Washington. Le président Tyler a résolu de profiter de ce débat irritant pour chercher à soulever l'opinion publique et emporter l'annexion. Il vient donc d'adresser au congrès un nouveau message, tout spécial, recommandant l'annexion immédiate, dût la guerre être immédiatement déclarée. Le congrès, qui ne semble pas partager cette impatience, au lieu de s'occuper aussitôt de la question, a renvoyé l'examen du nouveau message au comité des affaires étrangères.

Les feuilles américaines et les feuilles anglaises débattent fort contradictoirement quels sont dans cette question les engagements et quelle sera l'attitude de la France. Selon

les uns, notre gouvernement aurait promis au gouvernement des États-Unis de rester neutre et indifférent ; --- selon les autres, il aurait promis au gouvernement anglais de joindre ses protestations aux siennes contre l'annexion. De ces affirmations contraires quelle est la vraie ? Un journal de Londres n'a pas craint d'imprimer qu'elles l'étaient l'une et l'autre.

## NOUVELLES D'EUROPE.

— On sait qu'au commencement du mois dernier l'Empereur de Russie publia un ukase dans lequel, tout en célébrant les victoires remportées sur les montagnards du Caucase, et qui avaient, disait-il, consolidé la puissance russe dans ces régions, il ordonnait néanmoins que la levée des recrues de l'empire, qui a lieu ordinairement au mois de novembre, fût avancée au mois de mars, et augmentait considérablement le chiffre du contingent. Malgré l'autorité du Bulletin impérial, il était difficile de croire que ce nouveau déploiement de forces fût nécessité par de récents triomphes, et il était plus naturel d'en tirer une conclusion contraire. Nous croyons savoir en effet, d'après des renseignements positifs, que la situation des affaires de la Russie dans le Caucase est loin d'être aussi satisfaisante que le disent les documents officiels. Il paraît, au contraire, que les forces supérieures de cet immense empire vont chaque année se briser, s'user contre la résistance invincible d'une population de montagnards dont le courage extraordinaire défie et le nombre et la discipline. Il paraît de plus qu'aux échecs militaires sont venus se joindre les abus et les désordres administratifs les plus graves ; que plus d'une fois des rapports mensongers ont été adressés à l'Empereur ; que des régiments imaginaires ont été portés sur les rôles ; et c'est pour mettre un terme à cette anarchie que l'Empereur vient de se voir forcé de se dessaisir d'une partie de son autorité souveraine, et d'en investir un gouverneur de province. L'étendue démesurée de l'empire russe est en effet plutôt une cause de faiblesse qu'une cause de force ; les extrémités sont trop éloignées du centre pour que l'autorité suprême puisse y exercer une action efficace, et le bras et la vue du pouvoir absolu ne peuvent s'étendre à d'aussi grandes distances. C'est pourquoi l'Empereur vient de déléguer au comte Woronzoff, commandant de l'armée du Caucase, une autorité qui participe de la souveraineté, qui lui donne la faculté de créer des officiers et de distribuer des décorations, de nommer et de destituer les fonctionnaires publics, de fixer les impôts, et qui lui confère aussi le droit de grâce. Nous publions ici l'ukase rendu à cette occasion par l'Empereur, et qui est conçu en ces termes :

"Dans toute province déclarée en état de guerre, le général en chef représente la personne de l'Empereur et sera investi de son autorité. Il nommera des commandans subalternes de divisions, de brigades, en se bornant à en avertir l'Empereur dans un rapport. Il pourra élever des soldats au grade d'officier, et distribuer des décorations sur le champ de bataille. Le grade le plus élevé qu'il pourra conférer pour une action d'éclat est celui de capitaine, il pourra aussi accorder comme récompense l'Ordre de Saint-Georges de quatrième classe (le principal Ordre de l'empire). Les provinces occupées par les armées russes doivent obéissance au général en chef ; il nomme et destitue les fonctionnaires publics, lève les contributions de guerre au nom de l'Empereur, et fixe les impôts extraordinaires. Il fait juger par les conseils de guerre tout individu qu'il trouve coupable, confirme le décret de mort et peut accorder la grâce. Il nomme des gouverneurs militaires de forteresses, de villes et de provinces, ainsi que les gouverneurs civils. Il dispose discrétionnairement et sans aucune responsabilité de toutes les sommes provenant des contributions de guerre, des impôts ordinaires et extraordinaires. Enfin le général en chef peut conclure avec l'ennemi des armistices d'un mois dans une guerre d'Europe, de deux dans les guerres qui auraient pour théâtre l'Asie ou les contrées danubiennes.